**LA CGT-B :** F-SYNTER – SYNTSHA – SYTTPBHA – SNAID – SYNTB – SYNTEX – SYNTETH – FNBPB – SYNAS - Coordination/Péages -Coordination/CNSS - Coordination/SONABEL - les Comités d’Entreprises – EDP

**LES SYNDICATS AUTONOMES**: SYNATEB – SYNTAS – SYNATEL – SYNAFI – SYNAMICA – SYNASEB – SYNACIT –SYNPTIC – SYNATIC – SATB

**LES SYNDICATS PARTENAIRES** : SYNAGSP – SYNAMUB – APN – SYNACSAB - SYNATRAD – SYNAPAGER -SYNAGRH

**LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE**: AJB – Balai Citoyen – CBDDH – CDAIP – CIFDHA – CISC – Cité Idéale – GERDDES/BF –KEBAYINA - Manifeste des intellectuels pour la liberté – MBDHP – ODJ– RASALAO/BF– REN-LAC – UGEB- ABASSEP- AESO



**MESSAGE DES ORGANISATIONS PARTIES PRENANTES**

*Ouagadougou le 16 septembre 2019*

***Camarades militant(e)s,***

***Démocrates, patriotes, progressistes et révolutionnaires du Burkina et d’ailleurs,***

***Combattants de la liberté,***

***Populations des villes et campagnes,***

***Jeunesse patriotique et révolutionnaire du Burkina,***

Le 16 septembre 2015, le Général Gilbert DIENDERE et son RSP tentaient un coup d’Etat militaire contre le régime de la transition en vue de restaurer le pouvoir déchu de Blaise COMPAORE. Ce jour-là et les jours qui ont suivi, notre peuple a opposé une résistance farouche à cette félonie. Gilbert DIENDERE et son RSP ont dû capituler sous la pression populaire. Une fois encore, notre peuple a fait preuve d’héroïsme, de détermination et de courage face à l’appétit vorace du pouvoir d’un groupe de copains et de coquins dont la seule préoccupation est de jouir des bienfaits du pouvoir au détriment des intérêts fondamentaux de leur peuple.

***Camarades,***

Dites-moi camarades. Notre peuple a-t-il eu besoin d’une autorisation gouvernementale pour sortir dans la rue et faire échec à la tentative de putsch de l’ex-RSP ? Notre peuple a-t-il eu besoin de demander une quelconque autorisation avant d’affronter les mains nues l’ex-RSP et ses sbires ?

Assurément non !

C’est pourtant grâce à cette résistance historique que les dirigeants actuels sont au pouvoir ; les mêmes qui, depuis des semaines, tentent de façon cynique d’interdire notre manifestation de ce jour. Par cette attitude, le MPP et ses alliés tentent de scier l’échelle par laquelle ils sont arrivés au pouvoir. Mais qu’ils soient rassurés, notre peuple n’acceptera pas cette attitude fasciste. Il poursuivra sereinement sa lutte pour la liberté et le progrès économique et social véritable.

***Camarades militant(e)s et sympathisants,***

***Démocrates, patriotes, progressistes et révolutionnaires du Burkina et d’ailleurs,***

***Combattants de la liberté,***

***Populations des villes et campagnes,***

***Jeunesse patriotique et révolutionnaire du Burkina,***

Ce quatrième anniversaire de la résistance à la tentative de Coup d’Etat de l’ancien RSP se tient deux semaines après le verdict du procès du putsch. Ainsi, les Généraux Gilbert DIENDERE et Djibril BASSOLE ont été condamnés à respectivement 20 et 10 ans de prison ferme.

Ces condamnations sont sans nul doute une victoire pour notre peuple. Victoire car ce sont notre mobilisation et notre détermination qui ont permis la tenue de ce procès et sa conduite jusqu’à son terme. Cependant, les peines prononcées semblent légères quand on sait que pour des faits moins graves, certains citoyens ont écopé de la prison à vie et d’autres ont même été fusillés. Qu’à cela ne tienne, nos organisations veilleront à l’application effective des peines prononcées. Notre peuple n’acceptera aucune amnistie ni aucune grâce en faveur des tueurs des enfants du peuple. Les chantres et autres vuvuzélas de la réconciliation nationale peuvent donc continuer à rêver.

***Compagnons de lutte,***

Notre manifestation de ce jour vise également à dire non au terrorisme et aux assassinats ciblés et de masse. En descendant dans les rues ce matin, nos organisations comptent protester contre la multiplication des attaques terroristes mais aussi contre les exécutions sommaires et extrajudiciaires qui alimentent le cycle infernal du terrorisme en contribuant à la radicalisation de centaines voire de milliers de nos compatriotes qui se sentent stigmatiser et victimes d’un véritable terrorisme d’Etat. En vue de préserver l’unité nationale, il est impérieux que toutes les exactions cessent immédiatement ; que la vérité et la justice soient rendues à toutes les victimes et que les auteurs et les commanditaires de ces exactions soient arrêtés et punis conformément aux lois en vigueur dans notre pays.

***Camarades,***

Nos organisations rappellent qu’il est de la responsabilité de l’Etat d’assurer la protection des personnes et de leurs biens sur toute l’étendue du territoire national. Pour ce faire, il est indispensable de prendre les mesures afin que les populations soient protégées de la menace terroriste mais aussi qu’elles ne soient pas victimes de la lutte aveugle contre le terrorisme. Nous exigeons donc des autorités la garantie effective du droit du peuple à la sécurité.

Et alors que la rentrée scolaire approche à grand pas, nos organisations exigent la prise en charge adéquate des personnes déplacées internes et la création des conditions de sécurité pour leur retour dans leurs villages et foyers respectifs ; cela passe naturellement par la réouverture des écoles et centres de santé fermés suite aux attaques terroristes.

Cette réouverture n’est possible que si des mesures sont prises pour sécuriser l’ensemble du territoire national y compris les zones les plus reculées de notre pays.

A ce sujet, c’est avec consternation que nous apprenons le départ des éléments de la police nationale de la ville de Djibo suivi de la fermeture du commissariat de police de ladite ville. Avant Djibo, les éléments de police stationnés à Gorgadji, Tongomael et Arbinda avaient quitté leurs localités pour rejoindre des zones jugées plus sûres. Ces départs s’expliqueraient par les difficiles conditions de vie et de travail des policiers déployés dans ces localités.

Quelle honte camarades !

Il est inimaginable qu’un pouvoir qui prétend vouloir lutter contre le terrorisme maintienne les éléments des forces de défense et de sécurité dans la misère et le dénuement total. Comment comprendre que dans des zones comme Tongomael, Gorgadji, Arbinda et Djibo, nos FDS vivent et travaillent dans des conditions insoutenables. Pendant ce temps, c’est la course à l’enrichissement au sommet de l’Etat. Chaque jour que Dieu fait, la presse révèle le pillage des richesses nationales à travers les détournements des deniers publics ainsi que des ressources minières de notre pays. Ces mêmes pilleurs et voleurs de la République sont les premiers, chaque année, à se rendre en terre sainte, espérant ainsi être lavés de leurs innombrables péchés. Qu’ils se rassurent, ces péchés leur collent à la peau et les suivront jusqu’au jour du jugement dernier.

Mais en attendant ce jour, nous nous chargerons de tout mettre en œuvre pour qu’ils n’échappent pas ici-bas à la justice des hommes.

En tout état de cause et comme nous l’avons rappelé lors du meeting du 31 août 2019, les policiers, gendarmes et militaires postés en première ligne dans la lutte contre le terrorisme sont des enfants du peuple. Nous ne saurions donc restés indifférents à leur sort. Leurs souffrances sont les nôtres. Nous exigeons de ce fait l’amélioration de leurs conditions de vie et de travail afin qu’ils puissent remplir leurs missions convenablement. Cependant, il est nécessaire de rappeler qu’ils doivent mener leurs missions en veillant au respect des règles de l’Etat de droit et doivent donc bannir de leurs pratiques les exécutions sommaires et extrajudiciaires ainsi que les assassinats ciblés et de masse.

***Camarades de lutte,***

***Combattants de la liberté,***

Nos autorités ont fait un choix. Celui d’abandonner nos forces de défense et de sécurité dans un véritable état de délabrement moral et organisationnel et de confier notre sécurité à des puissances étrangères. C’est ce qui explique la présence de bases militaires étrangères notamment françaises dans notre pays.

Depuis quand un Etat responsable confie-t-il sa sécurité à un autre Etat ? La France est militairement présente au Burkina pour défendre ses intérêts et rien d’autre. Ces intérêts sont d’ailleurs aux antipodes des intérêts de notre peuple. La présence militaire française au Burkina bafoue notre dignité et notre souveraineté nationales et obstrue le développement réel de nos forces armées nationales. C’est pourquoi, nous exigeons le départ pur et simple de l’armée française.

Armée française et autres armées étrangères en général, hors du Burkina !

Le départ de l’armée française est une condition indispensable pour la victoire contre le terrorisme dans notre pays et dans toute la région du Sahel. Nous continuerons donc à nous organiser et à nous mobiliser autour de ce sujet.

***Camarades,***

Nous entamons là une lutte de longue haleine. Cette lutte est juste, noble et vise le respect de notre droit à vivre en sécurité et de façon libre. Notre lutte vise la recherche du progrès économique et social auquel tous les peuples du monde aspirent. Alors poursuivons notre mobilisation dans les quartiers, villages, villes et dans nos régions de vie.

Nous avons le pouvoir de faire changer les choses en notre faveur, en faveur du peuple. Gardons donc simplement à l’esprit que seule la lutte paie. Restons donc mobilisés et à l’écoute et travaillons à renforcer les rangs de notre unité d’action.

***Vive les peuples en lutte pour leur émancipation nationale et sociale !***

***Vive l’unité d’action populaire !***

***Vérité et justice pour Fahadou CISSE, Hama BALIMA, les victimes de Yirgou, de Kain et pour toutes les autres victimes d’exactions !***

***Armée française, hors du Burkina !***

Je vous remercie

Ouiry SANOU

Porte-parole